



Notes

ASSAYAG (JACKIE),
BÉNÉI (VÉRONIQUE), dirs.
*Intellectuels en diaspora et théories
nomades*
*L'Homme, Revue française
d'anthropologie*,
numéro spécial, 156,
octobre-novembre 2000, 340 pages.

L'Homme consacre l'essentiel d'un numéro spécial à cette catégorie nouvelle que tendent à former les universitaires indiens ayant décidé de s'installer en Occident. Si la France n'est pas une destination privilégiée, ces « intellectuels en diaspora » sont en effet de plus en plus nombreux au Royaume-Uni et aux États-Unis, notamment dans les départements de science politique, d'histoire et d'anthropologie. La première partie de la livraison donne la parole à sept d'entre eux parmi les plus prestigieux. Leurs brèves autobiographies, par delà la diversité des itinéraires, témoignent d'une constante : l'attachement à l'Inde, à ses langues notamment, preuve que ces anglophones qui ont su valoriser leur compétence dans la langue « universelle » n'ont pas coupé un des liens fondamentaux avec leur pays d'origine, liens qu'ils entretiennent d'ailleurs par leurs recherches de terrain, voire par des semestres d'enseignement.

La deuxième partie du dossier s'intéresse plus spécifiquement aux idées. L'article de Jacques Pouchepadass offre ainsi une synthèse magistrale du courant historiographique des *subaltern studies*, ainsi dénommé en raison de son intérêt pour les groupes dominés. Véronique Bénéï traite, elle, de la carrière des *area studies* dans les universités anglo-américaines et du succès croissant de l'idéologie hindoue au sein de la diaspora indienne, un sujet encore trop négligé par les politistes. Elle souligne que « si, en Inde, la politique *hindutva* est liée au « complexe minoritaire de la majorité », aux États-Unis, ce sont une citoyenneté de seconde classe, l'assimilation et la perte de valeurs culturelles qui, d'une manière différente, génèrent l'anxiété de la communauté hindoue et rendent de ce fait cette idéologie attrayante ». Cette interprétation aux fortes connotations fonctionnalistes paraît d'autant moins convaincante que le mouvement nationaliste hindou recrute aux États-Unis ses principaux soutiens au sein d'une élite nullement composée de citoyens de seconde zone. Concluant la deuxième partie du dossier, l'article de Jean-Loup Amselle consacré aux effets de la globalisation sur l'anthropologie comme discipline

pose une question qu'il aurait été pertinent de soumettre aussi aux « intellectuels transnationaux » de la première partie. Amselle souligne que le mélange de *political correctness* et d'*affirmative action* qui prévaut aujourd'hui aux États-Unis a engendré une « anthropologie multiculturaliste » constituant une véritable contradiction dans les termes, car il ne peut y avoir de science sans corpus conceptuel partagé de façon universelle (et universaliste). On peut prolonger la question sous l'angle de la sociologie de

la science et se demander si nos « intellectuels transnationaux » n'ont pas bénéficié, à valeur égale, d'une origine culturelle dont leurs rivaux « autochtones » ne pouvaient se prévaloir lors des entretiens d'embauche. Cette question dérangeante devra bien être abordée un jour, et la tradition française d'universalisme républicain peut offrir à cet égard un point de départ précieux, à condition, pour reprendre les termes de Jackie Assayag, qu'il ne sacrifie pas à « l'académisme chauvin ». **Christophe Jaffrelot**

VICHNEVSKI (ANATOLI)

La faucille et le rouble. La modernisation conservatrice en URSS

Traduit du russe par Marina Vichnevskaja
Paris, Gallimard (Bibliothèque des histoires), 2000, 465 pages.

« Retourne-toi sans colère ». C'est ce à quoi invite cet essai lucide sur l'histoire de la défunte URSS, avec une vraie hauteur de vue. Le bilan du régime communiste est dressé sans complaisance, mais il traduit les contradictions de la « modernisation conservatrice » qu'imposaient les « conditions initiales » héritées des siècles précédents. Si les bolcheviks ne l'avaient pas emporté, « la configuration de l'histoire russe du XX^e siècle n'aurait été différente que dans les détails » : « Malgré l'ampleur incroyable de la longue "terreur rouge", on ne peut se porter garant que la "terreur blanche" eût été plus modérée. La

division de la société pré-révolutionnaire était bien trop profonde, les Blancs vainqueurs auraient dû s'appuyer sur les mêmes couches sociales que les Rouges, et des paranoïaques, il n'y en avait pas seulement chez les bolcheviks ». Objectivement, la Russie était condamnée à un « développement de rattrapage » qui lui a permis d'acquérir les instruments, notamment technologiques et industriels, de la modernisation sans néanmoins engendrer les mécanismes de sa reproduction, tels que le marché, la propriété privée, une véritable société civile, des institutions démocratiques. Les pages consacrées à l'économie militarisée de mobilisation, à l'urbanisation sans création de citoyenneté, à l'accession des « marginaux » au pouvoir, aux limites des forces centripètes du fédéralisme soviétique et à l'exacerbation des nationalismes qui s'en est suivie sont particu-

lièrement éclairantes. Le critique chagrin regrettera certes que l'interprétation en termes de « modernisation conservatrice » ne soit pas mieux étayée par le recours à la littérature disponible – à commencer par l'œuvre de Barrington Moore – ou que la reprise de la distinction éculée entre individualisme et holisme reste très en deçà des analyses de Kharkhordin (*Critique internationale*, n° 5, p. 68). Mais la qualité de l'ouvrage provient en partie de son décentrage, très soviétique et néanmoins honorable, par rapport à la pensée académique dominante. C'est ainsi qu'il rejoint à sa façon le grand débat sur les relations entre le national-socialisme allemand et

le totalitarisme bolchevik, qu'ont par ailleurs alimenté Arendt, Aron, Furet, Nolte ou Hobsbawm. Il permet également de comprendre que la période soviétique n'a pas simplement été « perdue pour l'histoire », selon une expression consacrée. Elle a « séparé à jamais [la Russie] de son propre passé » et lui a laissé un double legs qu'il lui faut faire fructifier : « un puissant capital industriel, technique et scientifique de départ », qui lui « donne une chance » ; une « pyramide sociale plus équilibrée », qui a dépassé la « polarisation menaçante du monde aristocrato-paysan » et pourrait déboucher sur l'affirmation d'un « intérêt collectif de la classe moyenne ».

Jean-François Bayart

MARTINEZ (LUIS)

The Algerian Civil War 1990-1993

Londres, Hurst, 2000, 265 pages.

SOUAÏDIA (HABIB)

La sale guerre

Paris, La Découverte, 2001, 204 pages.

YOUS (NESROULAH)

Qui a tué à Bentalha ? Algérie :

Chronique d'un massacre annoncé

Paris, La Découverte, 2000, 312 pages.

Au moment où paraît l'édition en anglais du livre pionnier de Luis Martinez, enrichie d'une préface inédite de John P. Entelis, deux témoignages de premier ordre viennent confirmer sa thèse néo-

braudélienne des « ennemis complémentaires ». Loin de se combattre implacablement, le haut commandement de l'armée algérienne, qui détient la réalité du pouvoir politique et économique depuis l'indépendance, et les groupes islamistes, qui ont pris la relève du FIS après son interdiction en 1992, instrumentalisent et dimensionnent leur affrontement au service de leurs objectifs propres. La guerre est pour eux une ressource commune, qu'aucun d'entre eux n'a intérêt à tarir. De façon – il faut le souligner – courageuse compte tenu des mœurs de la Sécurité militaire algérienne et des indulgences, voire des appuis dont elle bénéficie dans l'appareil

administratif et politique français, les Éditions de La Découverte publient coup sur coup le récit d'une victime et celui d'un agent de cette alliance de fait entre militaires et terroristes. Yous est un survivant du massacre de Bentalha, le 22 septembre 1997. Il en relate le déroulement, mais aussi les années qui l'ont précédé et préparé. Souaïdia, lui, est un ancien officier des forces spéciales, qui a participé à la guerre sale. Il aurait pu faire partie des troupes stationnées sur le boulevard menant à Bentalha, phares allumés, dans l'attente que les tueurs aient fini leur besogne, s'il n'avait été à l'époque incarcéré à la prison militaire de Blida. Noms, lieux, dates : les deux témoignages sont trop précis pour être le fruit de manipulations ou d'affabulations. Ils établissent que l'armée non seulement a grossi les rangs des groupes terroristes en réprimant massivement la population civile, et notamment la jeunesse, au lendemain de l'interdiction du FIS, et a infiltré certains d'entre eux à des fins de provocation – comme on l'a souvent dit – mais qu'elle a elle-même directement massacré, parfois déguisée en islamistes, ou qu'elle a délégué cette tâche aux milices des « patriotes ».

Souaïdia estime que la majorité des 40 000 civils tués à la mi-1995 avait été victime des forces dites de sécurité. Dans une excellente postface au livre de Yous, François Gèze et Salima Mellah montrent que la violence en Algérie doit ainsi être lue en termes classiques de « stratégie de la tension » et de contre-insurrection, dans la continuité des pratiques de l'armée française. Raccourci symbolique puissant, Souaïdia raconte d'ailleurs que l'épouse d'un « disparu » s'est tout naturellement présentée à la villa où opéraient les tortionnaires de son mari, car le colonisateur avait déjà affecté la maison à cette fonction dans les années cinquante. Le diptyque de ces narrations souvent insoutenables devrait définitivement relativiser la dimension islamique du conflit algérien. Dans son économie générale, celui-ci a décidément plus à voir avec les guerres de décolonisation, avec la stratégie du régime de l'apartheid en Afrique du Sud, avec les campagnes de contre-guérilla en Amérique centrale, avec la lutte contre le PKK en Turquie, ou avec l'équilibre catastrophique entre le MPLA et l'UNITA en Angola.

Jean-François Bayart

OURDAN (RÉMI) (DIR.)

Après-guerre(s). Années 90, chaos et fragiles espoirs

Paris, Autrement (Mutations n° 199/200), janvier 2001, 339 pages, 24 photographies.

Intercalées entre les textes de cette livraison, les photographies de Sarajevo, Vukovar, Srebrenica, comme celles du Rwanda soulignent la rémanence des affrontements et les frontières brouillées de la guerre et de la paix, l'abîme qui peut exister entre la paix et la justice, entre la fin de la guerre et l'apaisement de la mémoire.

Divisé en trois parties, « Paysages après la bataille », « Humanitaire, urgence, espoir » et « Le chemin vers la justice », l'ouvrage se compose d'une vingtaine de contributions très bien écrites qui s'attachent plus à l'enquête qu'à donner une vision globale de pays juste sortis de la guerre, dont les réalités demeurent éclatées, éminemment contradictoires, extrêmes à bien des égards.

Certes, en Bosnie, au Cambodge, au Rwanda, en Afrique du Sud, au Timor Oriental, le conflit est terminé ; mais le temps rêvé de la vengeance, lui, ne s'est pas éloigné, comme l'illustre tragiquement la situation au Kosovo, analysée par Eric Stover. C'est autour de cette interrogation que s'est construit ce livre volumineux, n'accordant finalement qu'une place secondaire à d'autres enjeux

comme le devenir des jeunes, la question des réfugiés, la gestion (terme ambigu pour une réalité bien moins construite) par les acteurs internationaux, la reconstruction.

« La vérité blesse mais le silence tue », affirmait le Président de la commission sud-africaine Vérité et Réconciliation, Desmond Tutu. Comme le note Sophie Pons, cette catharsis politique, qui a banni et la punition et l'amnésie, a permis la sortie pacifique de l'apartheid mais elle souffre d'une grande faiblesse, celle d'être le fruit d'un accord au sein des élites. Tout autre est la logique qui a conduit à créer le Tribunal pénal international pour le Rwanda : le témoignage écrit par l'un de ses anciens substituts, Pierre-Richard Prosper, est un encouragement dans la lutte contre l'impunité mais, on le sait, le succès est limité tant les crimes perpétrés alimentent les perceptions du présent dans toute la région.

Doté de tout autres moyens, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie laisse espérer une plus grande prise en compte des victimes et un plus grand écho parmi les élites politiques locales. Reste pourtant une béance, déjà suggérée par Hannah Arendt : la logique de la loi ne rend jamais compte de la logique de l'atrocité, ni de la manière dont l'interprètent survivants et coupables.

Roland Marchal